



E.G.F. : Une action unitaire ?

La situation revendicative à EGF est marquée par la forte emprise de la CGT (environ 55 % aux élections de représentativité) et donc de sa ligne politique. De plus, la grève loupée de l'hiver 69, qui devait être une réponse (bureaucratique) aux mouvements « anarchiques » de mai 68, avait permis au gouvernement Chaban-Delmas d'imposer une convention salariale. Depuis cette date, les textes salariaux adoptés par les syndicats, ou

nées à organiser des Assises Nationales qui se sont tenues le 22 octobre à St-Ouen, en prenant le risque d'y voir s'exprimer des opinions peu orthodoxes et peu compatibles avec leurs lignes politiques. Risque limité, puisque seules les grandes régions pouvaient intervenir, mais risque tout de même, car l'impatience est grande, surtout parmi les éléments jeunes du personnel. A la CFDT, organisation qui se métamorphose rapidement, la ligne politique de la direction fédérale se voit parfois battre en brèche par une base qui se radicalise.

Ainsi, le dernier Congrès de ce syndicat a permis l'adoption à une faible majorité (et avec certaines ambiguïtés tenant à des idées « charitables ») du mot d'ordre d'« augmentations égales pour tous » qui s'est trouvé être un des sujets centraux des débats de ces Assises.

Malgré quelques accrochages, la volonté unitaire a été globalement manifestée par les délégués des deux organisations aux Assises. Les quelques déclarations communes de syndicats CGT et CFDT y ont été chaleureusement accueillies.

De tels débats vont-ils rester académiques ? De quelle façon les deux fédérations chercheront-elles à démarrer une véritable offensive et sur quelle plate-forme commune ? Bien peu de gaziers et d'électriciens sont désormais prêts d'imaginer qu'en donnant une journée de salaire tout en fournissant du courant il est possible de faire céder la direction. D'autant que des propositions d'actions devant permettre de gêner la direction sans s'aliéner les usagers ont été formulées : information sur les risques nucléaires, grève de la facturation, affichage syndical destiné aux usagers sur les véhicules de travail, opérations « portes ouvertes », blocage de l'informatique,.... Au delà des récents débrayages, tout donne donc à penser qu'on reparlera plus sérieusement encore d'EGF dans les semaines qui viennent, au chapitre des conflits dans le secteur public et nationalisé □



imposés par la direction, ont introduit un genre d'échelle mobile de salaire. Mais le truquage de l'indice des prix de l'INSEE et l'inflation galopante ne permettent plus aux salaires de suivre. Les plus basses catégories, représentant plus de la moitié des agents de l'établissement, doivent vivre aujourd'hui avec moins de 2000 F par mois. Aussi, si la direction avait jusqu'à présent à peu près réussi à avoir les mains libres pour mener à bien ses réformes de structures afin d'augmenter au maximum la productivité, il faut maintenant noter que les agents de l'établissement deviennent très sensibles à la dégradation de leurs conditions de travail.

Devant la volonté d'action unitaire qui se fait jour à la base, les deux fédérations ont été ame-